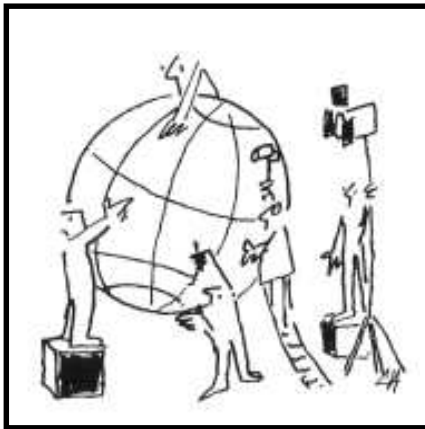


Repères

Juin 2007 - n° 61

Dossier édité par le Centre Interdisciplinaire de Réflexion Chrétienne
Université Catholique de Lille

L'OUVERTURE DE L'AVENIR



Nous vivons une époque de fortes mutations dont la mondialisation, économique et financière, la plus fréquemment évoquée, n'est pourtant que l'une des composantes. Ces changements s'expriment dans tous les domaines - économique et financier, social, politique, culturel - avec une interaction permanente entre ces dimensions.

Ils nous bousculent dans nos emplois, nos structures, nos valeurs ; parfois nous enthousiasment, le plus souvent nous inquiètent ; notre vision de l'avenir se brouille et s'obscurcit et, corrélativement, notre horizon de réflexion et d'action tend à se raccourcir et à se rétrécir.

Face à ces mutations, nous restons le plus souvent perplexes et désemparés. Lorsque nous en perce-

vons intensément tel aspect négatif, nous cherchons à l'aménager, à nous y adapter. Mais notre attitude globale est plutôt celle de la résignation, face à des mécanismes perçus comme complexes, aveugles, écrasants. La tentation du repli marque nos comportements individuels et collectifs ; elle est sans doute le risque majeur qu'encourt notre société.

Pour résister à cette tentation de repli, il importe d'abord de mieux comprendre ce qui se passe, d'en apprécier le positif comme le négatif, de discerner surtout les espaces de liberté qui nous restent ouverts pour réfléchir, corriger, maîtriser les évolutions.

C'est l'objet de la réflexion, ci-dessous, de proposer quelques repères globaux permettant de mieux comprendre en vue de mieux agir. "Penser global, agir local" ; esquisser un paysage global qui aide à situer, éclairer, stimuler la diversité de notre agir local, l'agir des entreprises, des consommateurs, des politiques, des citoyens, des éducateurs...

Projet, certes, excessivement ambitieux au regard de l'immensité et de la complexité des thèmes. Et, en effet, chacun des chantiers et des problèmes évoqués, ci-après, est déjà l'objet d'une somme considérable et sans cesse renouvelée d'initiatives, de colloques, de publications.

Et pourtant, au coeur de notre action, c'est un tel paysage global que nous cherchons à nous donner quel qu'en soit le caractère sommaire et simplificateur, et il est bon d'ac-

compagner cette démarche par l'échange et le débat.

Dans cette perspective, on tentera dans un premier temps de mieux comprendre les mutations économiques et sociales à partir d'un fil conducteur : l'avènement de la société de connaissance (I - Un regard sur les mutations) ; nous proposerons dans un deuxième temps quelques éléments d'appréciation (II) ; à partir de là nous discernons dans un troisième temps dans quel sens et comment nous pourrions orienter notre action (III).

Le point de vue évoqué ci-dessus est nécessairement partiel et donc partiel, lié aux champs de réflexion et d'action que j'ai pu connaître, et au sein desquels il m'a paru fécond pour moi-même comme pour d'autres.

Il rejoint l'immense somme de travaux consacrés à ces questions, notamment deux contributions récentes des milieux chrétiens français : d'une part le *Livre Blanc des Assises Chrétiennes de la Mondialisation* (coll. "En mouvement", Bayard, Paris, 2006, 176 p.), et d'autre part le Document de la Commission Sociale des Evêques de France consacré lui aussi à la mondialisation.

Par rapport à ces deux publications très riches d'analyses et de propositions concrètes, les réflexions ci-dessous ne constituent ni une présentation résumée ni un commentaire critique, mais plutôt un apport latéral et convergent, une invitation à s'en saisir et à s'associer à leur démarche.

■ Regard sur les mutations

1 - En amont, la société de connaissances

Lorsque l'on évoque les mutations contemporaines de caractère économique et social, l'accent est mis le plus souvent sur la mondialisation économique et plus particulièrement sur sa dimension financière. Il s'agit-là sans doute d'une transformation majeure mais qui est elle-même le résultat d'une évolution en amont : l'avènement de la société de connaissances.

J'entends par "société de connaissance" le fait, incontestable pour quiconque s'y est impliqué, de l'accélération contemporaine dans la production et la diffusion de connaissances, c'est-à-dire le développement de plus en plus rapide de la recherche, de l'instruction, de la production et de la diffusion d'informations. Perçue et reconnue comme le facteur majeur du projet technique et économique, la connaissance se modifie, se répand, s'échange à un rythme qui s'intensifie et ceci est à l'origine de l'ensemble des mutations. Ce fait implique de soi des changements scientifiques et techniques sans précédent, dont notamment l'avènement du numérique qui en accroît considérablement et l'intensité et l'impact. Société de connaissance et avènement technologique du numérique se renforcent mutuellement en effet pour transformer à vitesse accélérée les produits, les processus de fabrication, les structures d'activité, les rapports de force, et plus fondamentalement, les valeurs et la culture. Explicitons brièvement quelques-uns de ces impacts.

2 - Sur le plan économique, l'impact le plus évident est celui de la **mondialisation**. Celle-ci n'est pas tellement une rupture par rapport au passé, mais plutôt l'accélération de tendances inscrites depuis longtemps dans l'histoire. Avec l'avènement du capitalisme commercial et, plus récemment, celui du capitalisme industriel, l'interna-

tionalisation de la production et des échanges n'a cessé de progresser à travers des phases d'accélération ou de stabilisation. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale et dans un contexte de paix relative à l'échelle mondiale, ce mouvement d'internationalisation a repris sa phase ascendante. Il connaît, depuis deux décennies, à la fois élargissement de son champ de partenaires et de produits et intensification de son rythme.

L'internationalisation, longtemps limitée à quelques pays développés, est devenue mondialisation du fait de l'entrée de nouveaux partenaires dans pratiquement tous les continents à l'exception notable d'une part de l'Afrique. Certains de ces partenaires ont acquis un poids considérable (Chine, Inde, Brésil) et leur présence se marque dans une gamme de plus en plus large de produits et de services. Si tous ces nouveaux compétiteurs ont pu si rapidement s'intégrer dans les échanges internationaux c'est parce que, par la société de connaissance, ils sont devenus plus conscients des écarts de vie qu'ils subissent, plus impatients de réduire ces écarts, plus capables d'assumer les exigences de leur entrée dans l'échange international.

3- La mondialisation s'est accompagnée d'une autre caractéristique fortement soulignée aujourd'hui, la financiarisation, la prédominance de plus en plus marquée du financier sur l'économique.

Ici aussi, il ne s'agit pas d'un hasard ni principalement d'un changement idéologique ou juridique, mais d'une caractéristique inhérente au processus de mutation.

Le capital financier dispose en effet, grâce aux mutations technologiques dans le monde de l'information et de la communication, d'un potentiel de mobilité infiniment plus grand que par le passé. Une idéologie libérale de laisser faire a accueilli, garanti et stimulé cette li-

berté de mouvement par la voie de la déréglementation financière. Pratiquement libres d'aller ou de partir, où ils veulent et quand ils veulent, les capitaux financiers sont ainsi entrés rapidement dans un processus de marché mondialisé et intégré, plus rapidement et plus intensément que les marchandises et les services, et beaucoup plus encore, que les associations de travailleurs ou les pouvoirs publics ; lesquels sont restés largement juxtaposés, s'exerçant pour l'essentiel au sein de leur sphère nationale. Le monde financier s'est développé et surdéveloppé par rapport aux autres dimensions de la vie économique et sociale parce qu'il est, en dernier ressort, le principal bénéficiaire, acteur et moteur de la mondialisation.

4 - Les rapports de force, et donc la répartition du pouvoir économique, se modifient fortement du simple fait de la différenciation dans les rythmes de la mondialisation. Les transformations s'opèrent d'une part dans la position des pays, certains réussissant à réduire les écarts dont ils pâtissaient, d'autres au contraire subissant leur accentuation. Les transformations se marquent également dans la position relative des acteurs économiques et sociaux : prédominance du capital financier et de l'actionnariat, affaiblissement du pouvoir syndical et des Pouvoirs Publics nationaux. Globalement, les inégalités se creusent entre les pays et à l'intérieur des pays.

5 - Une autre conséquence, non seulement de la mondialisation, mais plus largement de l'accélération du changement est la précarisation : précarisation des emplois, des revenus, des activités et structures. La mondialisation y contribue parce qu'elle accroît le degré de concurrence. Mais il ne faut pas oublier que, simultanément, elle soutient l'activité par l'ouverture de nouveaux marchés à l'exportation et par l'accueil par le pays de délocalisations venant de l'étran-

ger. La somme algébrique de ses effets est sans doute, pour un pays comme la France, plus positive que négative. Mais ceci ne s'obtient que dans un contexte de concurrence plus vive et donc de précarisation accrue.

Par ailleurs, le seul fait de l'accélération du changement génère par lui-même de la précarisation en rendant plus rapidement caducs les produits, les processus de production, les entreprises, les emplois. On connaît ainsi, et du fait de la mondialisation, et du fait des mutations dans les technologies ou dans les modes de consommation, des précarisations plus marquées, et l'on doit, pour y faire face, développer un effort d'autant plus vigoureux d'inventivité et d'adaptabilité.

Ce qui caractérise cette précarisation par rapport à celle que l'on a connue dans le passé, c'est qu'elle est plus forte, qu'elle intervient plus brutalement, de façon plus surprenante. C'est aussi qu'elle concerne et interpelle non seulement les entreprises du secteur marchand exposées à la concurrence internationale mais l'ensemble des activités, y compris les activités non marchandes telles que les services publics.

Toutes ces activités non marchandes en effet, même si elles ne sont pas apparemment concernées par la concurrence internationale, constituent pour la collectivité non seulement un apport mais aussi un coût. Et c'est bien l'ensemble d'un environnement national, régional et local - avec ses infrastructures, ses impôts, son climat social, ses capacités d'innovation, de formation... - qui est mis en concurrence pour les choix de localisation et de délocalisation.

C'est ainsi la société toute entière, et non pas seulement ses entreprises marchandes exposées à la concurrence, qui se trouve mise en question et en précarisation par les mutations en cours.

6 - Conséquences sociales, politiques, culturelles

Dans notre regard sur les mutations, nous avons pris comme point de départ l'effet combiné d'un facteur culturel - l'accélération dans la production et la diffusion de connaissances - et d'un facteur technologique : l'avènement du numérique. Nous avons ensuite privilégié la mise en relief de leur impact économique : mondialisation, financiarisation, transformation dans la répartition, accroissement de concurrence et précarisation.

Qu'en est-il des autres dimensions : le social, le politique, le culturel ?

Sur le plan social, l'impact le plus évident est la **détérioration de la position des salariés**, face à l'intensification de la concurrence et au renforcement du pouvoir de l'actionnariat : affaiblissement du pouvoir syndical, pression au plafonnement voire à la baisse des salaires réels, développement de la précarité de l'emploi, transformation du fonctionnement et du vécu de l'entreprise en fonction d'un seul critère, celui de la rentabilité financière de court terme au bénéfice de l'actionnaire. Cette dégradation de la condition salariale se traduit pour l'ensemble du corps social par la **montée des paupérisations**, non seulement relatives mais absolues, le **développement des situations et mécanismes d'exclusion**.

Les victimes sont essentiellement celles qui ne bénéficient pas des conditions de formation, de soutien social, de mixité d'habitat leur permettant de s'adapter et de s'intégrer. Au premier rang de celles-ci se situent les **populations de récente immigration**, sur lesquelles se concentrent les effets négatifs du fonctionnement actuel de la société de changement. C'est bien cette société, en effet, qui, tout à la fois, accroît les écarts entre les pays, accentue la perception de ces écarts et l'incitation à émigrer, réduit le temps et les coûts de transport,

mais ne propose surtout à ces flux migratoires qu'elle provoque, que des interdictions d'entrée et des vécus de marginalité.

Sur le plan politique, l'effet le plus marquant est la perte de crédibilité du pouvoir politique, surtout à l'échelle nationale. Limité dans son pouvoir compensateur et régulateur vis à vis de l'économique et plus encore du financier, affaibli dans sa capacité d'Etat-Providence, le politique à l'échelle nationale est perçu comme gestionnaire de court terme d'intérêts contradictoires beaucoup plus que comme porteur d'un projet collectif et mobilisateur. Les transformations culturelles qui sont évoquées ci-après rendent elles-aussi plus difficile la mission de gouvernance. La montée des individualismes et des corporatismes, le rejet de l'Institutionnel, les dérives technocratiques liées à la complexité des dossiers entravent le bon fonctionnement de la démocratie représentative, minent ses fondements, exigent de l'adapter et de l'enrichir par la démocratie participative.

Sur le plan culturel enfin, les transformations liées à l'accélération du changement économique et social sont profondes et multiples .

Elles peuvent être très positives en termes par exemple d'interculturalité, d'ouverture internationale, de conscience élargie des problèmes, des enjeux, des engagements possibles, d'émergence des questionnements éthiques.

Mais elles peuvent aussi s'avérer négatives : matérialisme pratique, diffusion de l'économisme et du primat de l'efficacité, multiples formes de repli social face à la précarisation (individualismes, corporatismes, rejet de l'Institution), repli culturel généré par l'accélération du changement (informations plus que réflexions, images plus que lectures, slogans plus qu'analyses, court terme - voire immédiateté - plus que moyen et long termes).

■ Éléments d'appréciation

Les évolutions ci-dessus suscitent, selon ce que l'on en connaît et subit, un large éventail d'appréciations, optimistes et pessimistes.

Il est vain en tout cas de chercher à évaluer rigoureusement la somme algébrique du positif et du négatif, et ce d'autant plus que les mutations en cours, liées à des transformations de fond culturelles et technologiques, paraissent incontournables et irréversibles.

On peut toutefois - et très légitimement - refuser une vision déterministe et résignée de l'histoire, et chercher donc sinon à arrêter les évolutions, au moins à mieux les assumer, maîtriser, corriger et infléchir.

On ne peut le faire qu'**adossé à une vision éthique de l'homme** et de la société. Nous n'explicitons pas ici cette vision, qui, pour des chrétiens, s'éclaire et se nourrit des valeurs évangéliques, mais nous la résumons en quelques mots : les changements techniques et scientifiques et le progrès économique ne deviennent un progrès au sens plein du terme, c'est-à-dire un progrès en humanité, que si elles se traduisent en promotion de tout l'Homme et de tous les hommes ; de tout l'Homme, c'est-à-dire non seulement de son avoir économique mais aussi de ses possibilités de grandissement social, culturel, spirituel, de tous les hommes et non pas seulement de quelques pays et groupes sociaux privilégiés.

Au vu de ces critères, chacune des questions évoquées demande à être examinée avec rigueur et précision. Et une telle démarche de discernement conduit le plus souvent à des appréciations nuancées avec des points de vue différents parfois complémentaires, parfois divergents. Nous nous bornerons à proposer

ici quelques éléments d'appréciation globale.

Les effets positifs majeurs qu'entraînent ces mutations sont ceux de la **croissance économique**. Élévation à l'échelle mondiale en tout cas des niveaux de vie, de la durée de vie, de la disponibilité de biens et services. En bref, le "buffet du consommateur" s'accroît et se diversifie considérablement.

Sans doute subsiste-t-il de fortes disparités d'accès à ce buffet ; sans doute aussi la satisfaction du consommateur est-elle davantage déterminée par ce qu'il n'a pas et que d'autres possèdent que par ce qu'il a réussi à acquérir. De ce fait, un buffet mieux pourvu ne signifie pas de soi des consommateurs plus heureux. Il n'empêche, le bilan des mutations en termes de croissance est, incontestablement positif, et cela signifie a priori un potentiel de progrès en humanité.

Mais, simultanément, pour approvisionner, améliorer, diversifier ce buffet, **l'effort requis de l'homme comme travailleur s'avère lui beaucoup plus pénible** : accroissement de la concurrence, précarisation des statuts et des revenus, détérioration du tissu social, exigence plus marquée de formation, d'adaptation, d'inventivité. Tout se passe comme si l'homme perdait d'un côté dans les conditions de son activité productrice ce qu'il gagne de l'autre dans les biens et services dont il peut disposer.

C'est là le paradoxe et l'ambiguïté du progrès technique et économique que Schumpeter qualifiait de "destruction créatrice". Il y a bien à la fois création - nouveaux produits, nouvelles techniques, enrichissement du buffet - et destruction : précarisation des emplois, des revenus, des situations, exigence accrue d'effort et d'adaptabilité.

A ce stade, on doit se poser quatre questions essentielles étroitement connectées.

Comment se répartit l'accès au buffet, qui en bénéficie et dans quelle mesure ?

Que met-on sur le buffet ? Des biens et services essentiels à la survie ou simplement utiles, ou, à l'extrême opposé, des produits de pur luxe qui trouvent leur demande solvable ?

Comment se répartit le surcroît de pénibilité qu'entraîne l'approvisionnement du buffet ? Qui est davantage insécurisé, appauvri, exclu ? Par exemple les transferts des pays riches vers les pays pauvres ne sont-ils pas pour l'essentiel des transferts dont bénéficient les riches des pays pauvres et qui s'opèrent au prix d'une pénibilité accrue pour les pauvres des pays riches ?

Dans quelle mesure peut-on continuer à accroître le buffet ? C'est là le problème du développement durable : ressources non-renouvelables, dégradation de l'environnement, effet de serre...

Aucune des quatre questions ci-dessus nous n'avons apporté aujourd'hui de réponse globalement satisfaisante au regard du critère ultime de progrès en humanité, de promotion de tout l'Homme et de tous les hommes, critère certes utopique, mais fécond et mobilisateur.

Le chantier est donc immense pour chercher à mieux répondre à ces questions. Il est certain par ailleurs que les mécanismes des marchés n'assureront pas à eux seuls une telle réponse. Ils sont trop aveugles, trop déterminés par le court terme, trop dépendants des rapports de force dont bénéficient les privilégiés. Ils restent incontournables sans doute car on ne voit pas quelle instance planificatrice et centralisatrice, située à l'échelle natio-

nale et a fortiori mondiale, serait en mesure de leur être substituée. Mais ils doivent davantage être à la fois maîtrisés et compensés de l'extérieur (Pouvoirs Publics, organisations syndicales, associations, opinion) et transformés de l'intérieur. Le défi n'est donc pas de supprimer le capitalisme pour le remplacer par un autre système en "isme", mais d'en modifier le fonctionnement de façon substantielle. C'est là la tâche non seulement des pouvoirs publics ou des entreprises, mais de l'ensemble de la société.

■ Les voies ouvertes à l'action

Le paysage qui vient d'être esquissé concerne notre société toute entière dans ses dimensions économique, financière, sociale, politique, culturelle. C'est dire que les mutations nous affectent tous ; que, par rapport à elles, nous sommes nécessairement acteurs dans nos engagements sociaux et politiques, notre vie professionnelle, nos décisions quotidiennes de consommation et d'épargne. Nous devons donc écarter résolument toute posture de pur spectateur. Dans l'histoire qui se fait et qui n'est pas écrite d'avance, nous avons nous aussi nos espaces de liberté et de responsabilité si minimes soient-ils, individuels et collectifs. L'exigence première est d'en être conscients.

Il nous faut alors discerner où et comment assumer notre part d'une action transformatrice. Dans notre entreprise, notre syndicat, notre formation politique, notre engagement associatif, la gestion de notre budget familial... ? Dans les chantiers du développement durable, de la lutte contre les exclusions, de l'accueil des migrants, de la capacité compétitive de notre entreprise ou de notre région ? La liste des lieux et des modes d'action est sans limite. Puisque c'est l'ensemble du vécu social qui est impliqué, c'est l'ensemble du corps social qui doit se mobiliser. Au sein de cet ensemble nous devons, quant à nous, discerner et assumer notre "Agir lo-

cal". Précisons, pour situer et éclairer la diversité de cet agir local, quelques repères transversaux : à la fois assumer et maîtriser le changement, développer une culture d'efficacité et une culture de solidarité, discerner les convergences et chercher les synergies.

1 - A la fois assumer et maîtriser le changement

Il s'agit de bien articuler deux types de comportements complémentaires et indispensables. D'une part les mutations sont incontournables, liées à des évolutions de fond qui interdisent tout retour au passé. Il faut donc les voir lucidement dans leur totalité avec leurs aspects positifs, mais aussi avec la rude exigence qui les accompagne, celle de pouvoir assumer par l'innovation et l'adaptabilité, leur composante destructrice.

Nous devons alors agir pour rendre, en amont de l'économie, l'ensemble de notre société plus capable de se transformer, d'innover, de mieux maîtriser ses coûts. C'est là une orientation essentielle qui concerne certes la gestion des entreprises mais aussi celle des pouvoirs publics, la fiscalité, les politiques régionales, l'éducation...

Assumer les changements mais aussi les maîtriser. Nous savons, en effet, qu'au regard de leur finalité ultime qui est celle du progrès en humanité, les mutations telles que nous les connaissons entraînent des conséquences inacceptables en matière par exemple de paupérisation, d'exclusion, de délitement du corps social, d'épuisement de ressources non renouvelables.

Nous devons donc chercher à compenser, corriger, prévenir ces conséquences négatives et, pour cela, à mieux maîtriser les mécanismes qui les provoquent. Qu'il s'agisse de générer des consommations plus sobres et plus respectueuses de l'environnement, de réaliser un partage plus équitable de la valeur ajoutée,

de mieux sécuriser les parcours professionnels des plus faibles, de développer les contre-pouvoirs de la puissance publique ou syndicale, face à l'excès de pouvoir économique et financier... : tout cela exprime la même volonté de maîtriser les processus actuels de mutation, en vue d'en infléchir le sens, de prévenir et réduire leur impact négatif.

Le changement n'est pas seulement une donnée dont il est nécessaire d'assumer les exigences ; il est aussi une variable qu'on doit finaliser, infléchir et pour cela mieux maîtriser.

2 - Une culture d'efficacité et une culture de solidarité

Qu'il s'agisse d'assumer ou de maîtriser le changement, deux valeurs fondamentales sont requises : l'efficacité et la solidarité ;

Du fait de l'intensification et de la globalisation de la concurrence, **l'efficacité est devenue une contrainte pour tous et pas seulement pour les entreprises.** Elle doit être mieux assumée, mieux portée, socialement et culturellement, et ce non pas seulement comme une obligation douloureuse, mais comme une valeur positive qui appelle et mérite la mobilisation des énergies. Face aux bouleversements en cours, nous avons besoin en tous lieux d'un surcroît d'efficacité. Une efficacité qui signifie rigueur, précision, évaluation, inventivité, adaptabilité... et que l'on ne peut ni intellectuellement ni moralement réduire à une mesure de rentabilité financière.

Culture d'efficacité mais aussi et en même temps culture de solidarité. Une société qui ne serait qu'efficace se détruirait elle-même, éliminant toute joie de vivre, se délitant et se décomposant en une jungle d'intérêts contradictoires. **La solidarité est donc indispensable. Elle est première dans l'ordre des finalités.**

Solidarité qui n'est pas seulement affaire de comportements mais aussi de structures dans les domaines par exemple de la fiscalité, de la mixité sociale de l'habitat, de la répartition plus équitable des sécurisations institutionnelles (protection privilégiée des vrais faibles), de la contribution publique au développement des pays pauvres, de l'organisation des échanges internationaux, de la politique migratoire...

Face aux conséquences humaines destructrices de certaines mutations, face aux interdépendances croissantes qui marquent les processus de mondialisation, nous avons impérativement besoin d'un surcroît de solidarité, d'ouverture, de reconnaissance de l'autre, de citoyenneté responsable. Le plus grand défi de notre époque ne serait-il pas en dernier ressort : "**plus solitaire... ou plus solidaire ?**"

3 - Au sein des synergies, l'humble persévérance

Troisième thème transversal, celui des nécessaires synergies. C'est l'ensemble du corps social qu'ébranlent les mutations ; et c'est cet ensemble qui doit se mobiliser, à tous niveaux et dans toutes ses dimensions, pour pouvoir les maîtriser.

Des sociétés complexes comme la nôtre en effet ne s'adaptent et se transforment ni par le haut ni par le bas, ni par le milieu, mais par les synergies entre tous ces niveaux ; ni par les seules structures ou les seuls comportements, mais par leur convergence ; ni par la seule transformation interne d'une catégorie d'acteurs mais aussi par l'action externe qu'exercent les autres acteurs pour stimuler et accompagner cette transformation.

S'il s'agit par exemple d'équilibrer, voire de combattre les abus de pouvoirs économiques et financiers qui s'exercent à l'échelle interna-

tionale, c'est sans doute la tâche prioritaire des pouvoirs publics, améliorant leur efficacité et leurs coopérations pour instaurer une gouvernance internationale plus cohérente et rigoureuse, et l'on voit toute l'importance, à cet égard, de l'avancée de la construction européenne.

Mais les pouvoirs publics ne s'y investiront et n'y réussiront que si, simultanément, les organisations syndicales développent elles-aussi une capacité d'action internationale cohérente ; si les associations, les mouvements alter-mondialistes, l'opinion, ne poursuivent à cette fin un travail d'information, d'interpellation, de propositions ; si, enfin et surtout, les milieux économiques et financiers eux-mêmes ne s'interrogent pas de l'intérieur sur leur idéologie et sur leurs pratiques, ne s'ouvrent à une meilleure prise en compte de leur responsabilité sociale vis-à-vis de leur personnel et de leur responsabilité sociétale vis-à-vis de leur environnement.

Le constat est le même pour d'autres chantiers de caractère plus social tels que la lutte contre les exclusions. Ce n'est que par l'action conjointe des pouvoirs publics, des mouvements associatifs, des acteurs économiques et de la population concernée que des progrès significatifs peuvent y être enregistrés. **Dans tous les domaines, c'est par les synergies que la société se transforme.**

Un tel constat nous incite à l'humilité ; face à l'immensité des défis, ce que nous faisons reste très modeste, non mesurable, peu reconnu et gratifiant.

Mais ce constat est aussi porteur d'espoir car nous découvrons que nous ne sommes pas seuls, qu'une somme considérable d'énergies s'investit dans la même direction. Ce constat doit ainsi nous aider à refuser la tentation du repli, à ne pas nous réfugier dans la "macro-con-

templation morose et stérile", mais à poursuivre avec ténacité nos "micro-engagements responsables".

Ouverture de l'avenir, élargissement du champ des possibles en positif comme en négatif : telle est la conclusion essentielle qui se dégage des réflexions ci-dessus. "On n'élève pas de montagnes sans créer des abîmes" disait Teilhard de Chardin, et c'est là le fait de toute période d'accélération de l'histoire telle que celle que nous vivons actuellement.

On peut, par rapport à ces mutations, se montrer optimiste ou pessimiste. Mais finalement peu importe car en toute hypothèse il est impossible de mesurer exactement le bilan, ni de savoir dans quel sens il s'orientera à l'avenir.

Mais ce que nous pouvons discerner, ce sont les voies ouvertes pour donner à la "montagne" c'est-à-dire à la croissance en humanité le maximum de chances de l'emporter. Ce que nous pouvons faire surtout, là où nous sommes, y compris notamment dans une Université Catholique, c'est nous engager concrètement dans ces voies. ■

Michel Falise,
recteur honoraire